

Rente et Commerce Extérieur en Algérie : une rétrospective historique
Rent and Foreign Trade in Algeria: A historical retrospectiveOUOTMANE Ahmed ¹, KEHRI Samir ²♦¹Maitre Assistant B, LIMED, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou (Algérie),
ahmed.ouotmane@ummto.dz² Maître de Conférences B, DEFI, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou (Algérie),
samir.kehri@ummto.dz**Reçu:** 25/03/2024**Approuvé:** 12/05/2024**Publié :** 20/05/2024**Résumé:**

Cet article propose une rétrospective historique sur l'évolution de la rente et du commerce extérieur en Algérie depuis son indépendance en 1962. Il met en lumière la dépendance de l'économie algérienne vis-à-vis des exportations de pétrole et de gaz naturel, soulignant les défis posés par cette dépendance aux fluctuations des prix des matières premières sur le marché mondial. Malgré les tentatives de diversification économique à travers des politiques agricoles et industrielles, l'Algérie reste confrontée à des défis persistants. L'article souligne ainsi la nécessité d'une stratégie économique plus diversifiée et résiliente pour assurer la stabilité à long terme et favoriser un développement durable dans le pays.

Mots clés: commerce international, libre échange, institution, croissance, réforme.

Jel Classification: /F1/13, /O4/43, /P2/21

Abstract:

This article provides a historical retrospective on the evolution of rent and foreign trade in Algeria since its independence in 1962. It highlights the Algerian economy's dependence on exports of oil and natural gas, emphasizing the challenges posed by this dependence on fluctuations in commodity prices in the global market. Despite attempts at economic diversification through agricultural and industrial policies, Algeria continues to face persistent challenges. The article underscores the need for a more diversified and resilient economic strategy to ensure long-term stability and promote sustainable development in the country.

Keywords: international trade, free trade, institution, growth, reform.

JEL Classification: F1/13, /O4/43, /P2/21

♦ Auteur correspondant

1. Introduction:

L'évolution du commerce international en Algérie est le reflet des dynamiques économiques, politiques et institutionnelles qui ont façonné le pays au fil des décennies. Ancrée dans un contexte marqué par l'abondance des ressources pétrolières, l'Algérie a traversé différentes phases de développement économique, influencées par les fluctuations du marché mondial et les décisions politiques internes. Cette évolution est indissociable du phénomène du Syndrome Hollandais, qui désigne l'impact économique négatif causé par la richesse soudaine provenant des ressources naturelles, en particulier le pétrole.

Dans cette étude, nous nous penchons sur l'histoire et la description du commerce international en Algérie, en mettant en lumière les différentes périodes institutionnelles et leurs répercussions sur les échanges commerciaux du pays dans un contexte de fluctuation historique des revenus rentiers. En outre, nous examinons l'incidence du Syndrome Hollandais sur l'économie algérienne, en analysant comment la dépendance excessive aux revenus pétroliers a influencé les politiques commerciales et les performances économiques globales.

L'importance de cette étude réside dans sa capacité à fournir une analyse approfondie des tendances du commerce international en Algérie, ce qui permettra de mieux comprendre les défis et les opportunités auxquels est confronté le pays. En explorant les liens entre l'évolution institutionnelle, la rente pétrolière et le commerce extérieur, nous visons à éclairer les décideurs politiques, les chercheurs et les praticiens sur les implications de ces dynamiques pour l'économie algérienne.

Sur le plan de la recherche, cette étude contribue à combler une lacune dans la littérature académique en fournissant une analyse approfondie et actualisée du commerce international en Algérie. En examinant les données empiriques et en adoptant une approche historique et descriptive, nous espérons générer de nouvelles perspectives et stimuler de futures recherches sur ce sujet crucial.

Sur le plan pratique, les résultats de cette étude pourraient éclairer les politiques économiques et commerciales en Algérie, en identifiant les domaines nécessitant une réforme et en mettant en évidence les meilleures pratiques pour promouvoir un commerce international durable et diversifié. En fournissant une analyse rigoureuse des défis structurels et des opportunités de croissance, cette étude pourrait aider les décideurs à élaborer des politiques plus efficaces et adaptées aux besoins spécifiques de l'économie algérienne.

En somme, à travers cette étude, nous aspirons à enrichir le débat sur le commerce international en Algérie et à fournir des insights précieux pour informer la prise de décision et stimuler le développement économique durable dans le pays.

2 Libres échanges entre théorie et pratique :

Les partisans des théories du libre-échange considèrent que le commerce international est mutuellement bénéfique pour tous les pays, indépendamment de leurs caractéristiques sociopolitiques. Selon eux, la spécialisation dans les domaines où chaque pays possède un avantage comparatif mène à une augmentation globale de la richesse. Cependant, ces théories font abstraction de certaines réalités économiques et institutionnelles, et il est nécessaire d'examiner le contexte spécifique de chaque économie pour évaluer l'impact des politiques commerciales. En Algérie, par exemple, l'objectif principal du libre-échange serait la promotion des exportations hors hydrocarbures et la diversification de l'économie. Si le libre-échange était effectivement bénéfique, on devrait alors observer une transformation de la structure économique vers des activités exportatrices non liées aux hydrocarbures. En résumé, le libre-échange repose sur l'idée que le marché, en tant que mécanisme de coordination, permet d'atteindre le bien-être collectif en favorisant la

division internationale du travail et en stimulant la productivité. Contrairement aux approches mercantilistes qui limitent les échanges internationaux par crainte de perte de richesses, les partisans du libre-échange considèrent que le commerce international enrichit chaque pays en élargissant le marché et en favorisant l'allocation efficiente des ressources.

2.1. Quelques éléments théoriques :

En fait, la construction théorique des modèles classiques de l'économie qui, pour le moins semble être fictionnelle, influe sur la théorie du commerce internationale. Les classiques de l'économie partent du principe que le commerce international est un jeu à somme positif. A Smith (1723-1790) et D Ricardo (1772-1823) implante le décor d'une théorie fondée sur le concept de division internationale du travail (DIT). Partant des hypothèses que les rendements d'échelle restent constants, que les fonctions de production sont homogènes et que le facteur travail est immobile à l'international, A. Smith conclue que chaque pays pourrait gagner à l'échange international s'il décide de se spécialiser dans la production où il détient un avantage absolue en termes de productivité, et pour D. Ricardo dans les productions où il détient un avantage comparatif. Par-delà la contestation empirique des conjectures de départ, les deux auteurs cimentent les bases théoriques et conceptuelles d'un commerce interbranche où les économies échangent des biens différents ou complémentaires.

Dans le même sillage, E. Heckscher (1919) et B. Holin (1963) et P.A. Samuelson (1940) redéfinissent les critères de la division internationale du travail selon le facteur de la dotation des facteurs de production dans chaque pays¹. Il s'en suit que pour gagner à l'échange international, les auteurs estiment que chaque pays doit se spécialiser dans les productions utilisant intensément le facteur de production le plus abondant. S'appuyant effectivement sur les arguments de la théorie objective de la valeur selon laquelle la valeur d'un bien dépend essentiellement du volume de travail incorporé, ce renouvellement théorique parte du principe que l'abondance factorielle baisse les coûts de production et infini les prix des outputs tandis que la rareté produit l'inverse. Ainsi, les pays développés produisent et exportent des biens intensifs en capital et les pays sous-développés des biens intensifs en travail. Comme par rapport à toutes les théories autour desquelles se structure la pensée du paradigme dominant, le modèle des dotations factorielles apparait statique et anhistorique, en ce sens qu'il occulte le potentiel de croissance du volume des facteurs de production dans chaque pays. Des observations empiriques révèlent en fait que, contrairement aux prédictions théoriques, les pays développés produisent et exportent des biens intensifs en travail et les pays sous-développés des biens intensifs en capital (paradoxe de Leontief). Cette situation est le fait d'une dynamique historique où des pays initialement sous-développés finissent par accumuler des technologies avancées leur permettant d'implanter des processus de production complexes qui étaient jadis sous monopole exclusif des pays développés.

Soulevant l'irréalisme des hypothèses des modèles classiques, Paul Krugman (1987) élargit la théorie de la DIT par l'intégration de certains faits empiriques en relation avec la concurrence imparfaite. Prenant appui sur le concept de la concurrence monopolistique d'Alfred Chamberlin, l'auteur démontrent que les économies en plus d'échanger des biens complémentaires exportent et importent des biens issus d'une même branche, quoique satisfaisant des besoins différents ou destinés à une catégorie spécifique de la clientèle. Cependant, la taille réduite du marché domestique contraint les entreprises produisant ce genre de biens à les vendre à des prix élevés faute de pouvoir produire en grande quantité. La quête de rendements d'échelle croissant les pousse subséquentement à rechercher des

¹ Samuelson A (1987)., les grands courants de la pensée économique ; concepts de base et question essentielles, PUG

marchés extérieurs afin d'atteindre la taille minimale optimale de production nécessaire à l'ajustement des coûts fixes.

Si vis-à-vis des théories du libre échange le commerce international garantit l'expansion des richesses et assure par ailleurs une meilleure répartition de la valeur ajoutée au niveau mondial, chez les marxistes cela protège avant tout les sociétés capitalistes des crises récurrentes liées aux contradictions inhérentes aux lois de l'accumulation du capital. Les limites du marché local et la rareté des matières premières impliquent des situations de baisse tendancielle des taux de profit que les exportations et les importations aident à neutraliser. A l'amont, les besoins de croissance de l'accumulation du capital demandent un stock de plus en plus élevé de matières premières que l'offre nationale est incapable de satisfaire. A l'aval, dans un capitalisme de type concurrentiel, l'objectif de maximisation des profits contraint chaque capitaliste-à la quête naturellement d'une meilleure productivité- à substituer la force travail par du capital mort, ce qui suppose une contraction de la demande intérieure synonyme d'une crise de surproduction ou de sous-consommations que les exportations épongent.

Cette double contrainte est à l'origine d'une forme de DIT dans laquelle certains pays se spécialisent dans l'extraction et production de matières premières et utilisant par conséquent les revenus accumulés pour s'accaparer les produits finis des sociétés capitalistes. A contrario, le reste des pays qui ne font pas partie de la DIT, ou qui ne trouvent pas de productions rentables, s'enferme dans des cercles vicieux d'endettement, lesquels finissent très souvent par se transformer en cercle vicieux de pauvreté. D'après les théories marxistes, l'expansion géographique du capitalisme s'achemine habituellement vers des formes d'impérialisme économique et politique, qui fait perdre à beaucoup de pays périphériques leur souveraineté politique et institutionnelle.

2. 2. Evolution empirique du commerce international :

Historiquement, l'expansion des échanges extérieurs est le fruit d'une jonction de plusieurs facteurs : technologique, institutionnel et idéologique. L'élément technologique englobe la révolution des moyens de transports et des supports de communication (révolution numérique), lesquelles neutralisent simultanément la contrainte de distance et d'information. L'aspect institutionnel contient globalement la suppression et allègement des droits douaniers, les multiples traités bilatéraux et multilatéraux signés entre les pays, et les différentes organisations régionales au sein desquelles certains pays cèdent une partie de leur souveraineté nationale au profit d'entités supranationales (Ex : zone euro). En dernier, le facteur idéologique illustre les croyances et convictions de plusieurs dirigeants politiques des pays du nord comme de ceux du sud dans le paradigme dominant et en cette capacité du marché à résoudre les inégalités de richesse entre les différents pays. Comme l'explique si bien Douglas North (1990), les idéologies peuvent freiner ou accélérer le changement institutionnel².

L'accumulation de ces mutations entraîne une explosion de la croissance des échanges extérieurs finissant par devenir supérieure à celle du produit intérieur mondial. D'après les données de la banque mondiale, les transactions commerciales entre pays ont été multipliées par plus de 33 entre 1950 et 2010, tandis que le PIB mondial ne l'a été que de 8.6. Les échanges commerciaux ont cependant tendance à décliner durant les périodes de crises économiques. A l'instar de la grande dépression des années 1930, la crise des subprimes de 2008 induit immédiatement une contraction dans le volume du commerce international de l'ordre de 12% avant qu'une croissance positive légère reprend en 2009. En

² North D C (1990)., Institutions, Institutional Change and Economic Performance, Cambridge University Press.

fait, la contraction de la demande internationale des biens et services joint aux réactions protectionnistes de certains pays altèrent durant les périodes de crise la fluidité des échanges commerciaux. La croissance des échanges extérieurs reprend lentement dès 2009, la banque mondiale révèle ainsi que le commerce ne progresse que d'un peu plus de 03% depuis cette année contre une moyenne constatée de 7.1% entre 1987 et 2007. Cela est de surcroît dû au changement du comportement de l'économie chinoise qui dans sa nouvelle stratégie substitut l'importation de certains composants par des fabrications locales.

Le retour de la chine sur la scene internationale durant les années 1980 est un fait marquant dans l'histoire des échanges extérieurs. La mort de Mao Sidoung porte à la tête du parti communiste chinois une élite politique imprégnée de valeurs libérales et relativement ouvert au monde occidentale. Saisissant l'opportunité de la crise du capitalisme industriel mondial et le besoin d'un redéploiement des chaines de valeur à l'international, le gouvernement chinois décide dès le milieu des années 1970 d'entamer les réformes économiques et politiques nécessaires pour drainer une partie de la valeur ajoutée mondiale. Ce changement de cap sort la chine de son autarcie et lui permet un essor remarquable, à tel point d'ailleurs que le PIB nominal chinois passe de 4.8% du PIB mondial en 2005 à plus de 18% en 2022, contrairement aux USA et à l'union européenne qui voient leur part baisser respectivement de 24.7% à 27.3% et 24.9 à 16.4%. Cette croissance impacte parallèlement le volume des exportations et importations de la chine qui, d'après l'organisation mondiale du commerce augmente de respectivement de 14% et 13% en moyen chaque année entre 1990 et 2008, de la sorte la chine réalise 9% des exportations mondiales et 07% des importations contre 1.2 % et 1.1% en 1983.

Le déplacement d'une grande partie de la valeur ajoutée mondiale vers la chine provoque chez d'autres pays occidentaux de sérieuses contestations sociales et politiques des théories du libre échange. Le point de clivage réside essentiellement dans l'asymétrie des conditions de production entre la chine et bon nombre de pays développés. Effectivement, même si les taux appliqués sur les droits douaniers ont baissé jusqu'à presque 03% depuis l'adhésion du pays à l'organisation mondiale du commerce, certains économistes insistent sur les actions délibérées du gouvernement chinois à vouloir maintenir le taux de change effectif réel au dessous du prix d'équilibre à fin de protéger la production locale et promouvoir les exportations. A cette situation de dumping monétaire, s'ajoute un faible système de protection sociale permettant des économies sur le coût salarial à un moment où la productivité du travail progresse rapidement au point de rattraper la productivité de beaucoup de pays développés. Dans son ouvrage « la mondialisation n'est pas coupable » Paul Krugman (1996) argumente que le libre échange n'est pas responsable des pertes d'emploi et de la baisse d'activité dans les pays riches, particulièrement aux USA où il estime que les pertes de l'emploi sont en grande partie dues aux progrès techniques, et le recule du secteur industriel provient de l'incapacité du pays à se spécialiser dans la production de biens intensifs en haute technologie et non à la montée en puissance de l'industrie chinoise qui s'appuie essentiellement sur des technologies anciennes et en phase de déclin³.

A l'ère du capitalisme postindustriel, le libre échange soulève de nouvelles inquiétudes quant aux conséquences sur l'environnement et le stock des énergies fossiles du transport maritime et arien. D'après les données de l'agence internationale de l'énergie, le secteur du transport arrive juste après l'industrie en termes de consommation énergétique et de production de CO₂. Cette double contrainte énergie-nature doit selon certains

³ Krugman.P (1996), La mondialisation n'est pas coupable, vertus et limites du libre échange, la Decouverte, paris

économistes contraindre les économies à adopter une nouvelle division internationale du travail dans laquelle les lieux de production devraient se rapprocher davantage des lieux de consommation. Les préoccupations environnementales obligent déjà certains pays à mettre en place depuis plusieurs années des mesures protectionnistes de type écologiques et sanitaires afin de réduire l'importation de produits dont la consommation est nocive pour l'environnement et la santé humaine. Les tentatives de banaliser l'usage de l'économie verte et circulaire dans d'autres pays, particulièrement les pays développés, augurent d'importantes contractions des échanges extérieurs, du moment que les sociétés sont appelées à davantage de sobriété dans la consommation et les producteurs à une révision profonde de leur chaîne de valeur.

3. Rétrospective sur l'évolution des échanges extérieurs en Algérie (1962-2021) :

De façon générale, l'ouverture commerciale de l'Algérie s'est soldée par une évolution notable des échanges extérieurs. De 1992 à 2021, les exportations et les importations affichent une croissance relativement proche de respectivement 07 et 08%. Sur cette longue période, la part des échanges extérieurs dans le PIB est relativement supérieur à 50% et la balance commerciale parvient à dégager un solde positive d'en moyen 06 milliards de dollars chaque année.

Cependant, la structure du commerce extérieure algérien est très dépendante du secteur des hydrocarbures, la valeur et le volume des échanges extérieurs restent ainsi tributaire du niveau des prix de pétrole sur le marché mondial. Cette situation perdure depuis les années 1970, période durant laquelle les pouvoirs politiques nationalisent le secteur des hydrocarbures et en fait une source de financement du développement économique et social du pays.

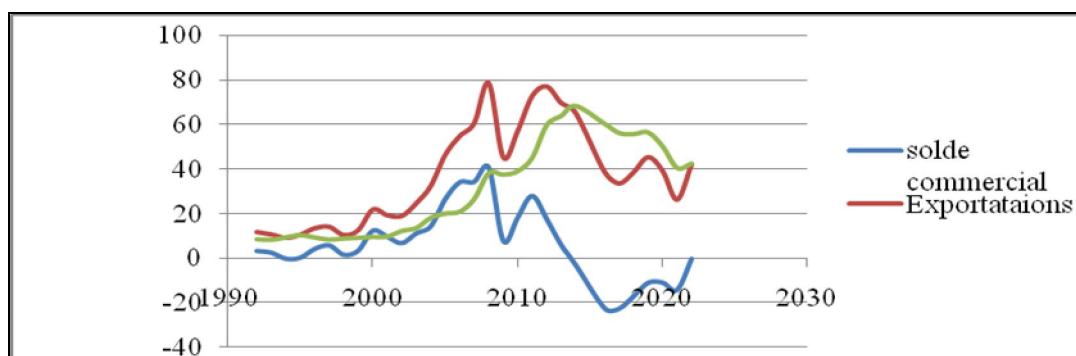
Le revirement des marchés pétroliers au milieu des années 1986 crée des déséquilibres extérieurs et courants importants à la suite de la baisse drastique de la valeur courante des exportations. La chute est tellement importante que cela finit par révéler soudainement les limites structurelles d'un système économique organisé autour du secteur industriel, financé et géré exclusivement par l'Etat, et que certains économistes qualifient de « fordisme morphologique »⁴ superposé à l'intérieur d'un important système planification centralisée à la soviétique que les économistes russes s'amusent de nommer « socialisme romantique et populiste » tellement inadapté à la qualité des ressources ou à l'état de développement de la société algérienne.

La régularité baissière des prix de pétrole plonge l'économie nationale dans une crise d'endettement aigue : d'après les données de la banque d'Algérie, la dette passe de 0.9 milliards de dollars en 1970 à 19.4 milliards de dollars en 1980 puis 26.3 milliards de dollars en 1991, et le service de la dette par rapport aux exportations augmente de 27.2% en 1980 à 71.2% en 1991. Suite à ce nouveau contexte, les pouvoirs publics procèdent à des changements institutionnels importants qui, sur le plan politique se traduisent par l'adoption d'une nouvelle constitution dès 1988 à la faveur de laquelle le multipartisme et de la démocratie représentative remplace le système du parti unique, et sur le plan économique par une série de mesures de libéralisation destinées à promouvoir les initiatives individuelles et collectives et rompre définitivement avec le monopole absolue de l'Etat sur les fonctions de production et de commercialisation. Réagissant comme l'aurait fait n'importe quel autre pays où sévissent des crises économiques et politiques, la libéralisation économique ouvre ainsi une période d'intense création institutionnelle dont l'objectif recherché est d'abord de parvenir à contenir l'ampleur des déséquilibres externes et internes survenus à la suite de la baisse des prix de pétrole, et puis inciter la société à rechercher à produire les conditions

⁴ Samir Bellal (2014), Rapport salariale et régulation économique en Algérie, revue tiers monde, numéro 17, page 119 à 215.

économiques de sa propre existence de subsistance de sorte à pas trop dépendre des revenus de l'Etat.

Figure (1): Evolution des exportations, importations et solde commercial de l'Algérie entre 1992 à 2014 (en dollars courants)



Source: construction personnelle établit à partir des données de l'ONS (1992-2012) et de la banque mondiale (2013-2021).

A la lecture des données statistiques sur le commerce extérieur en Algérie, on peut commodément déduire que la dynamique généralement positive des indicateurs du commerce extérieur durant la longue période (1992-2021) comporte des cycles contradictoires et opposés, où la croissance des exportations et des importations est proportionnelle à la variation des prix du pétrole sur le marché mondial (figure 01). De façon générale, les périodes de baisse des prix de pétrole sont suivies de contraction des exportations et des importations, et vis-versa. Il s'en suit que les échanges extérieurs passent globalement par trois période : une première phase d'ajustement durant laquelle les pouvoirs publics adoptent une attitude prudente et tentent de dégager des soldes courants positifs afin d'y remédier au problème d'endettement et améliorer la résilience de l'économie nationale, une seconde phase dans laquelle les échanges extérieurs échappent à tout contrôle en raison de l'explosion des prix de pétrole et une dernière pendant laquelle les pouvoirs politiques tentent d'ajuster et redresser sans vain les déséquilibres externes et internes dévoilés par la baisse des prix de pétrole.

3. 1. Phase de vigilance (1990-2000) :

L'insertion à l'économie mondial se confirme dès 1988 avec la suppression du monopole de l'Etat sur le commerce extérieur, et l'abandon des licences d'importation (sauf pour certains produits jugés stratégiques) en 1992 en substitution du système d'autorisation global d'importation (AGI) institué en 1974 et d'après lequel le ministère du commerce délivre des AGI sur la base des rapports prévisionnels établis par les entreprises public sur l'état des stocks des matières premières et les besoins en biens d'équipement.

Par ailleurs, les taux maximums appliqués sur les droits de douane baissent jusqu'à 50%. De l'autre côté, des institutions diverses⁵ ont été mise en place dans la perspective de promouvoir les exportations hors hydrocarbures devenues très insignifiantes au fil du temps, alors que leur part dans les exportations globales était plus importante au cours des années 1960 en raison du commerce des produits agricoles qui s'est effrité par la suite après le départ des colons du pays et la remise en cause des accords d'Evian.

Cette première phase d'ouverture n'a cependant pas immédiatement donné lieu à une prolifération des échanges extérieurs qui, d'après les données de la banque mondiale, représente en moyen uniquement 52% du PIB, soit inférieur de presque 20 points à la

⁵ Par exemple : l'agence nationale de promotion des exportations.

moyenne des années 1970 (figure 01). La série de dévaluation/dépréciation monétaire qu'avait connu le pays durant la période d'ajustement structurel, et les multiples périodes de récession économique marquant la pays au début des années 1990, joint à l'utilité d'épargner les devises afin de rembourser la dette extérieure et améliorer la capacité de résilience de l'économie nationale, impacte la croissance du volume des importations, lesquelles n'ont finalement cru que 02% en moyen chaque année entre 1992 et 2000.

Au même moment, les recettes d'exportations croissent à un rythme moyen supérieur à 12%, essentiellement en raison de l'augmentation simultanée des prix de pétrole et des exportations en volume du pétrole et du gaz. Il faut effectivement rappeler que l'institutionnalisation du partage de production en 1986 dans le domaine minier national ouvre le champ pétrolier et gazier algérien aux firmes multinationales, lesquelles de part leur apport financier et technologique améliore les performances productives de l'industrie. En fait, même si la production du pétrole n'a évolué que de 1% à cause des faibles découvertes, la production totale de l'énergie primaire croit de 03% tout au long des années 1990 suite particulièrement aux importantes quantités du gaz naturel récupérées et qui globalement croissent en moyen 05% chaque année jusqu'à l'an 2000. La production d'énergie a été particulièrement augmentée de plus de 30% entre 1995 et 2000, soit un taux de croissance annuel moyen de plus de 5%⁶. En cela, les exportations globales de l'énergie, appuyées par une croissance positive gravitant autour de la moyenne des 07%, gagnent en moyen presque 1 point chaque année dans la part de l'énergie nationale qui transite vers le marché mondial.

Parallèlement à cette dynamique où l'Algérie consolide sa position de pays exportateur net d'énergie, l'évolution des exportations hors hydrocarbures demeurent dans un état stationnaire, leur part dans les exportations générales oscille bon an mal entre 2 à 5% de 1992 à 2000. Les raisons de cette inertie sont d'ordre structurelles et en lien étroit avec les facteurs bloquant l'émergence d'une économie de production. A en croire les prédictions de la théorie économique, l'effondrement de la valeur de la monnaie nationale⁷ durant cette première décennie améliorerait beaucoup la compétitivité des produits locaux. Dans les faits, le système de production national était non seulement insuffisant pour satisfaire simultanément les besoins du marché local et international, mais aussi marqué d'un déficit de compétitivité provenant d'une productivité insuffisante et de tensions hyper-inflationnistes persistant jusqu'en 1996.

3. 2. Période d'euphorie (2000-2014) :

Cette phase est inédite dans l'histoire du commerce extérieur en Algérie. Les échanges extérieurs atteignent effectivement des seuils sans égale après la signature de l'accord d'association avec l'union européenne en 2001. Avec une part moyenne de plus de 70% dans le PIB, le commerce international retrouve ainsi relativement la moyenne des années 1970. Des économistes peu enchantés à l'évidence par les effets mécaniques attendus du libre échange, y voient dans cet accord une ouverture débridée, incontrôlée et précipitée qui, dans les conditions de production de l'économie nationale, induit dans son sillage une nouvelle contrainte extérieure qui sera ainsi de lourdes conséquences notamment pour les entreprises exposées à la concurrence internationale. De surcroît, l'asymétrie de conjoncture reliant l'Algérie aux pays de l'union européenne, jette des soupçons sur l'utilité effective d'un tel accord sur chaque pays : si en Europe la maturité et le déclin des marchés domestiques engendre une baisse tendancielle des taux de profit et ainsi justifie l'utilité de

⁶ Ouotmane Ahmed, la concurrence comme mode de régulation du secteur de l'électricité en Algérie, université Mouloud Mammeri, Algérie, 2020, page 152.

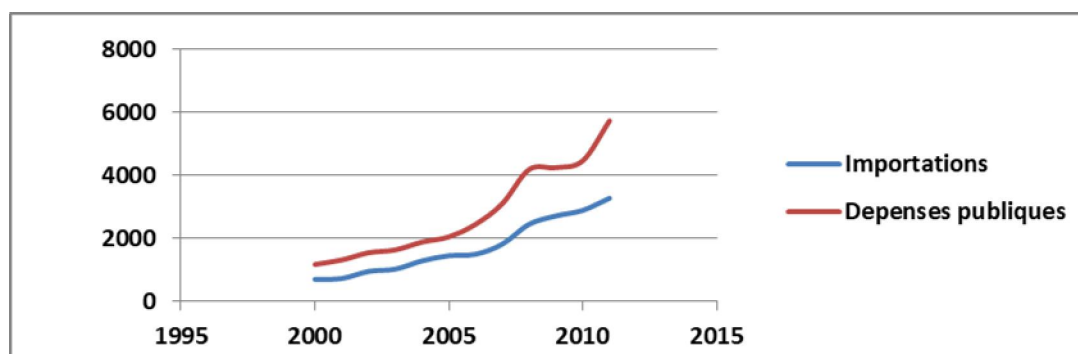
⁷ Entre dépréciations et décision de dévaluation, le dinar algérien a finit par perdre plus de 900% de sa valeur nominale par rapport au dollar américain entre 1990 et 2000.

rechercher des marchés de substitution pour écouler les stocks de surproduction, en Algérie l'état du système de production nationale laisse de sérieux doutes sur les objectifs réellement poursuivis par cette ouverture. En fait, abstraction faite de l'élément idéologique qui dans des cas bien précis accélère ou ralentit les changements institutionnels, le choix d'ouverture pourrait finalement n'être que la concrétisation des vœux d'une minorité d'intérêts économiques et politiques incapables de mesurer les conséquences qu'une telle décision implique sur l'intérêt collectif de la société et de l'économie.

3. 2. 1. Essor des importations :

Même si certains économistes saluent la décision et y décèle un meilleur raccourci pour ajuster sur le plan institutionnel l'économie nationale, il n'en demeure pas moins vrai que pendant plus d'une décennie s'est développé en Algérie une véritable « économie de Bazard »⁸ où le pays importe presque tout et n'importe quoi. La valeur courante des importations passe d'un peu plus de 09 milliards de dollars en 2000 à presque 70 milliards en 2014, soit une croissance annuelle moyenne de plus de 17%. Cette croissance provient en grande partie d'un effet volume expliqué par l'augmentation des quantités à l'import survenue suite aux multiples besoins de l'économie nationale en biens d'équipement et de consommation. Quant à l'effet prix, son influence reste mitigée en raison d'une inflation mondiale relativement bas, d'en moyen de 03% aux USA, et un peu plus de 02% dans la zone européenne principale fournisseur de l'Algérie.

Figure (2): Croissance des importations et de la dépense publique en Algérie entre 2000 et 2014 (en valeur courante)



Source: construction personnelle établie à partir des données de l'ONS

Cette période est ainsi marquée par une corrélation positive entre les importations et la dépense publique. Les calculs établis sur les données de l'ONS montrent que la croissance des importations et de la dépense publique est relativement identique, soit respectivement une moyenne de annuelle de 15 et 16% entre 2000 et 2011 (voir figure 02). Sachant que la dépense publique finance plus de la moitié de l'économie, l'importance des investissements en infrastructures physiques génère une demande de biens d'équipement et de consommation productive profitant forcément aux entreprises étrangères dans la mesure où la production nationale est insuffisante, de la même manière l'amélioration du niveau de vie du citoyen produit de nouvelles préférences et d'autres besoins et fréquences d'achat qu'il est plus facile de satisfaire par l'achat de produits importés qu'à travers des biens locaux venant d'entreprises en lacune sur le plan marketing et souffrant régulièrement de sous-utilisations des capacités de production et de rupture de stocks. En gros, l'insuffisance de l'économie de l'offre en Algérie déplace la rente distribuée par les pouvoirs publics via les politiques budgétaires vers les comptes des importateurs, ces derniers absorbant en

⁸ L'expression est empruntée à l'économiste Abdelmadjid Bouzidi.

moyen plus de 60% de l'argent dépensé par l'Etat dans les multiples programmes développement économique et social entre 2000 et 2011.

Cette évolution contrastée est également exacerbée par les incohérences institutionnelles qui ont suivi l'ouverture commerciale. Les augmentations salariales décrétées dans la fonction publique ont contribué à tirer les salaires moyens vers le haut sans nécessairement augmenter la productivité générale du travail. Parallèlement, la productivité du travail a diminué en moyenne de 1.2%, selon le FMI en 2018. Cette situation a engendré un excès de demande sur le marché national, absorbé en grande partie par les importations en l'absence d'une croissance suffisante de la production locale.

Les mesures prises dans le cadre de la loi de finance complémentaire de 2009, telles que la suspension du crédit à la consommation ou l'exigence du crédit documentaire pour les transactions commerciales internationales, n'ont pas réussi à inverser la tendance à la hausse des importations. Celles-ci ont continué à croître en moyenne de 10% jusqu'en 2013, en partie en raison des multiples augmentations salariales dans la fonction publique. Ces augmentations ont également entraîné une explosion des dépenses de fonctionnement de l'État, qui ont augmenté de plus de 170% entre 2008 et 2011. En cela, au-delà de leur aspect transactionnel, les importations jouent un rôle de régulation des prix à l'échelle macroéconomique, en maintenant la fluidité des transactions et en offrant une variété de produits sur le marché national. Cela évite une économie de pénurie susceptible de provoquer des tensions inflationnistes. Cependant, la dépendance aux importations expose l'économie nationale aux risques d'une inflation structurelle, liée aux fluctuations des taux de change et des prix internationaux.

3. 2. 2. Essor des exportations :

L'accumulation de déficits extérieurs n'est pas forcément synonyme d'une mauvaise gestion économique. Dans les économies émergentes, les besoins d'investissement dépassent habituellement les capacités d'épargne interne, ce décalage engendre des besoins de financement externe contraignant ces économies à accepter et supporter pendant un temps des situations de déséquilibres externes.

Abstraction faite des exportations des hydrocarbures, le commerce extérieur de l'Algérie est tout le temps déficitaire. Un simple calcul démontre que sans les exportations de l'énergie, le solde de la balance commerciale serait déficitaire d'en moyenne 17 milliards de dollars chaque année entre 2000 et 2011, soit alors un cumul de plus de 300 milliards de dollars sur toute la période. A cet effet, le déficit commercial égale presque la valeur des importations tellement les exportations hors hydrocarbures sont insignifiantes. Dans ce cas, il nous serait difficile d'admettre que l'économie algérienne sollicite de tels déséquilibres pour financer les besoins de sa croissance, puisqu'au même moment celle-ci gravite bon an mal an entre 03 et 04%.

En fait, les exportations du pétrole et de gaz dissimulent une situation économique très déséquilibrée où le citoyen algérien vit largement au dessus de ses moyens. L'évolution favorable des termes de l'échange survenue à la suite de l'explosion des prix de pétrole permet à l'Algérie d'enregistrer d'importantes ressources financières, servant d'une part à financer les besoins en importation, et de l'autre part à constituer une réserve de sécurité utile d'abord pour gérer au mieux les fluctuations futures des marchés pétroliers, et puis stabiliser le système financier et monétaire national et offrir un gage de sécurité aux créanciers extérieurs si le pays venait à s'endetter. Avec la croissance des recettes d'exportations, les avoirs extérieurs nets, constitués principalement des réserves de changes, deviennent la principale source d'expansion des liquidités bancaires et financières, contrairement aux années 1990 où les crédits à l'économie étaient à l'origine de l'évolution de la masse monétaire. En cela, dans une économie d'importation, la stabilité des réserves

de changes, estimées à plus de 180 milliards de dollars en 2011, soit l'équivalent de 38 mois d'importation, contribue à la protection du pouvoir d'achat de la monnaie locale, en ce sens que les ajustements à la hausse de la valeur du dinar corrigent à la baisse les prix des produits importés tarifés en monnaie nationale⁹.

A la différence des importations, l'essor des exportations provient cependant de l'effet prix des matières premières car les exportations en volume des hydrocarbures baissent en moyen 2% chaque année entre 2006 et 2014. La croissance négative de l'industrie des hydrocarbures joint à l'augmentation de la consommation nationale de l'énergie, corrigent à la baisse les quantités de l'énergie exportée. En effet, avec une augmentation annuelle moyenne de 04% rien qu'entre 2000 et 2012 et passant à plus de 06% depuis 2009, la consommation nationale d'énergie avec un volume de 50866 tep absorbe 24% de l'ensemble de l'énergie produite en 2012 et ce alors que cette part n'avait jamais franchit 17% entre 1982 et 2008. Par conséquent, la densité de l'énergie exportée perd progressivement en moyen un point chaque année jusqu'à ne représenter que 52% fin 2012 de l'ensemble de l'énergie produite alors qu'elle était de 62% en 2005, soit alors 10 points de moins en 8 ans¹⁰. Cette dynamique est néanmoins porteuse d'un coût d'opportunité élevé : les quantités de l'énergie consommée par le marché national sont valorisées à des prix subventionnés nettement inférieur aux prix pratiqués au niveau international. Ces pertes se traduisent par une baisse de la valeur des exportations en dollars constants que la banque mondiale estime à plusieurs milliards de dollars. Cette dynamique est dissimulée pendant plusieurs années par l'effet prix, mais cela suffit pour comprendre que le régime rentier algérien affiche des signes d'épuisement bien avant que la baisse des prix du pétrole lève le voile sur les déséquilibres structurels de l'économie nationale.

3. 3. Période d'ajustement (2014-2021):

Après la phase d'euphorie, place à la période d'ajustement. En économie, les déséquilibres sont des épisodes conjoncturels qui devraient s'absorber avec le temps, soit par ajustement spontanée, soit par décision délibérée dans le cas où une institution décide de raccourcir la durée d'ajustement. Seul l'équilibre pourrait finalement garantir et protéger à long et moyen terme les revenus des agents économiques.

Aux antipodes de cette vérité immuable des lois de l'économie, l'Algérie apporte le contrexemple d'une situation où une collectivité peut jouir d'une prospérité matérielle sans le moindre effort productif ou la contrainte de créer en contrepartie une valeur ajoutée. C'est du moins de cette façon que fonctionne le régime rentier où par ailleurs les prix de pétrole camouflent des déséquilibres structurels que l'ouverture commerciale et les multiples incohérences institutionnelles des pouvoirs publics n'ont fait qu'accroître durant la première décennie des années 2000.

La chute des prix de pétrole en 2014 dévoile soudainement les déséquilibres de l'économie algérienne et rappelle aux décideurs politiques l'importance des lois de la valeur dans la gestion des ressources rares et l'utilité du concept de l'équilibre en économie. Il en résulte de la nouvelle conjoncture pétrolière une détérioration rapide et brutale des équilibres internes et externes. Croyant au départ que le revirement des marchés pétroliers était conjoncturel, les pouvoirs politiques se résignent par la suite et tentent dès 2015 à travers une série de mesures administratives de réduire les déséquilibres internes et externes. Cela s'est traduit au niveau des échanges extérieurs par le retour des licences d'importation et systèmes de quotas ainsi que l'interdiction de l'importation de certains produits

⁹ Excepté l'année 2009 où le dinar algérien avait perdu plus de 12% de sa valeur par rapport au dollar américain en raison de la baisse des prix de pétrole survenue après la crise des subprimes de 2008, le reste du temps le taux de change s'apprécie et se déprécie autour d'une fourchette de 01 à 5% entre 2000 et 2011.

¹⁰ Ouotmane Ahmed, op-cite, p 158.

localement fabriqués, et au niveau budgétaire par l'arrêt de certains projets d'investissement et le gel de certaines dépenses de fonctionnement (comme les recrutements dans la fonction publique).

Cependant, le resserrement des conditions budgétaires et monétaires ne suffit pas pour rétablir les équilibres économiques. Au moment où les déséquilibres budgétaires se creusent sous l'effet de la chute des prix de pétrole, le solde de la balance commerciale se maintient dans un état déficitaire de 2015 à 2020 en raison de l'augmentation des prix à l'importation et la baisse simultanée des prix et volumes à l'exportation. En effet, la dépréciation de la monnaie nationale (soit de 40% entre 2014 et 2020) et l'inflation mondiale augmentent les prix à l'importation d'en moyenne 4% chaque année durant la même période, à un moment où les volumes déclinent de 2%. De l'autre côté, l'effet conjugué de la baisse des quantités de l'énergie exportée et des prix du pétrole corrige de façon générale la baisse des prix et les volumes à l'exportation de respectivement 2.9% et 3.6%. La pandémie du COVID 19 approfondit les déséquilibres, en ce sens qu'à côté de l'augmentation des prix à l'importation survient une chute drastique des prix et des volumes à l'exportation de respectivement presque 26 et 12%, la raison étant évidemment liée à l'effondrement des prix de pétrole en 2020 suite à la crise économique provoquée par l'épidémie et aux engagements contraignants des pays membres de l'OPEP+ de réduire les quotas de production de chacun.

En gros, les restrictions d'importation n'ont pas ajusté les déséquilibres commerciaux. Pour cause, ces derniers gravitent toujours autour d'un cercle vicieux, dans lequel la chute des exportations provoque une rareté des entrées en devises, laquelle induit parallèlement une dépréciation de la monnaie nationale, ce qui finit par augmenter les prix à l'importation et conséquemment creuser le déficit commercial. Pour toutes ces raisons le taux de couverture des importations n'a relativement pas dépassé 74% entre 2016 à 2020. Par conséquent, faute de pouvoir faire disparaître les déséquilibres externes, les décideurs politiques les gèrent par le recours systématique à la rente gelée dans les réserves de change, mettant ainsi l'économie et la société à l'abri d'un ajustement monétaire ou d'un recours à l'endettement extérieur qui aurait assurément placé l'Etat et d'autres unités institutionnelles au-dessous des règles de la corporate governance. Sachant que la consommation abusive des réserves de changes hypothèque à moyen et long terme la stabilité du système monétaire et financier national, les pouvoirs politiques coincés dans un esprit rentier choisissent de la sorte la politique de fuite en avant plutôt que d'ajuster sérieusement les déséquilibres par l'emploi d'un véritable plan de réformes structurel. Les réserves de changes accomplissent en réalité le rôle de stabilisateur automatique dans la mesure où cela permet de différer dans le temps la détérioration des agrégats économiques, financiers et monétaires, contrairement aux années 1980 où la baisse des prix de pétrole s'est fait immédiatement ressentie par la société à cause du plan d'ajustement structurel qui a suivi. Durant cette phase, les déséquilibres ont atteint un niveau tel que leur ajustement induira fort probablement un coût social très élevé. Ce qui laisse supposer que dans un contexte sociopolitique complexe marqué entre autres par un climat de méfiance et défiance institutionnelle, le changement des structures de l'économie risque de déstabiliser le système social et provoquer des situations d'embrassement.

4. Ouverture commerciale et syndrome hollandais :

Jusqu'ici, nous avons démontré que le libre échange est loin d'être un jeu à somme positive pour l'économie algérienne. En dehors des exportations des hydrocarbures, la balance commerciale de l'Algérie est déficitaire avec l'ensemble des pays partenaires, particulièrement les pays membres de l'union européenne, lesquels sont les principales destinations des importations du pays. Outre les retombées sur les équilibres externes et

internes, la dépendance à l'égard de la rente pétrolière génère par ailleurs des effets pervers sur la structure de l'économie. Sur ce point, nous essayerons d'analyser les points communs et de divergences que dégage l'économie algérienne par rapport au syndrome hollandais.

4. 1. Eléments théoriques et pratiques du syndrome hollandais :

S'appuyant sur l'expérience de l'économie hollandaise des années 1960, W. Max. Coden et J. Peter Neary (1982) analyse les effets de la compétitivité des exportations d'un secteur sur le reste de l'économie¹¹. Le modèle théorique s'appuie sur une représentation économique simple repartit en trois secteurs : un secteur compétitif et ouvert à la concurrence internationale (industries extractives), un autre peu compétitif et très exposé à la concurrence internationale (industrie...) et un dernier secteur non exportateur et à l'abri de la concurrence (services, commerces...). En cela, la rentabilité déplace la ressource travail vers les secteurs compétitifs et exportateurs où les rémunérations sont élevées, au dépend des autres secteurs d'activité où les faibles rendements créent des situations de pénuries de main d'œuvre. Dans ce cas, il se produit de surcroît un effet prix où le renchérissement du coût du travail pénalise le secteur peu compétitif. De l'autre côté, l'amélioration des revenus de l'Etat à la suite de la prospérité des exportations des secteurs compétitifs entraîne une croissance des investissements publics, cela se termine par une augmentation de la demande des biens qui provoque une inflation sur les prix, ce qui implique une dépréciation du taux de change réel synonyme de perte de compétitivité pour les secteurs exposés à la concurrence internationale.

Dans le cas de l'économie hollandaise, la découverte du pétrole et du gaz durant les années 1960 est à l'origine d'un afflux massif des revenus en devises tirés des recettes d'exportations, cette situation aboutit vers une appréciation du taux de change affectant considérablement la compétitivité du secteur industriel. En fait, nul ne peut contester le pouvoir de prédiction de ce modèle surtout que plusieurs expériences empiriques affichent des ressemblances formelles avec le syndrome hollandais (exemple : Espagne, Nigeria...). Le problème est qu'il reprend les présupposés théoriques du paradigme néoclassique. Les hypothèses de départ proviennent du modèle de la concurrence pure et parfaite, où les taux de change sont flexibles, les prix déterminés par le marché, les ressources parfaitement mobiles et les fonctions de production toutes homogènes. De la sorte, la concurrence entre les économies s'établit essentiellement sur les conséquences des fluctuations du taux de change sur les prix.

Concernant l'Algérie, forcer est de reconnaître cependant que les caractéristiques factuelles de l'économie contestent l'essentiel de ces conjectures. A la place de la libre fluctuation du taux de change et des prix, l'Algérie dispose d'un système de change « flexible contrôlé », où la banque centrale intervient régulièrement sur le marché de change pour apporter les corrections nécessaires quand l'évolution des fondamentaux de l'économie (termes de l'échange, différentiel inflationniste, prix du pétrole, différentiel de productivité) l'exige, et d'un système des prix contrôlé en partie par l'Etat à travers la politique des subventions généralisées et implicites. Par rapport à la mobilité des facteurs de production, l'accès à certains secteurs est aussi verrouillé par des règles explicites et implicites. En ce qui concerne la compétitivité internationale de certains secteurs d'activité, il s'avère que l'économie algérienne comporte plusieurs contraintes affaiblissant structurellement sa compétitivité, à l'instar de la faible productivité du travail ou des limites organisationnelles et technologiques des entreprises, en cela l'appréciation des taux de change ne peut pas être responsable de la crise des secteurs exposés à la concurrence internationale mais pourrait être plutôt cet élément qui précipite la disparition d'activités déjà en déclin.

¹¹ W. Max. Coden et J. Peter Neary (1982), Booming sector and D-industrialisation in a small open economy, the economics journal, wiley, vol.92, n 368, p825.

4. 2. Eléments pratiques du syndrome hollandais algérien :

En dépit des limites empiriques de ce modèle, l'économie algérienne affiche une configuration économique assez symptomatique du syndrome hollandais. L'euphorie des exportations de l'énergie impacte sérieusement la structure de l'économie. A dire vrai, la distribution des revenus rentiers par l'Etat génère des investissements publics et relève le niveau de la consommation nationale qui, dans le contexte d'une économie ouverte à la concurrence internationale et en l'absence d'actions institutionnelles spécifiques destinées à protéger et promouvoir la production nationale, oriente les ressources vers des activités à faible valeur ajoutée et faiblement exposées à la concurrence internationale.

Les multiples plans de développement économique et social mis en place par les pouvoirs politiques depuis l'année 2000 permettent une croissance annuelle moyenne de 7.35% et 4.96% concernant respectivement l'accumulation du capital et la consommation finale entre 2000 et 2014 (voir tableau 1). Excepté le secteur des hydrocarbures qui après quelques années de croissance positive remontant au début des années 2000, est entré dans un régime de croissance négatif depuis 2006 jusqu'à quasiment 2020, tous les autres compartiments de l'économie ont connu à des degrés divers des performances économiques positives, fluctuant suivant l'état des prix du pétrole sur le marché mondiale, sauf exceptionnellement durant l'année 2020 où la crise pandémique avait contraint les pouvoirs politiques à des mesures de confinement et de distanciation sociales qui ont eu un impact négatif sur l'économie qui a connu une récession de plus de 5% (voir figure 03). Le foisonnement des projets d'infrastructures publics change la structure de l'accumulation du capital avec une part prépondérante des bâtiments et travaux publics comparativement aux années 1970 et 1980 où la part des équipements industriels était importante. L'essor de la consommation finale et des investissements publics génère ainsi une demande supplémentaire de biens d'équipements et de consommation, laquelle face à une croissance économique générale gravitant autour de 2% à 4% est essentiellement satisfaite par les importations qui par-contre voient leur volume croître de plus de 9%.

Ces constats mettent en lumière une augmentation significative des échanges commerciaux, favorisant principalement les entreprises du secteur commercial et du Bâtiment et Travaux Publics (BTP). Pendant la période de prospérité financière (2000-2014), les services marchands et le BTP ont enregistré une croissance supérieure à celle de l'économie dans son ensemble, témoignant ainsi de l'importance croissante du secteur tertiaire dans l'économie algérienne. Cependant, cette expansion du secteur tertiaire est en grande partie déconnectée de la concurrence internationale, contrairement au secteur industriel hors hydrocarbures qui éprouve des difficultés à s'adapter face à la concurrence étrangère. En effet, l'ouverture économique a eu un impact négatif sur le capital industriel national, avec une diminution significative de la part des industries hors hydrocarbures dans la valeur ajoutée globale. Cette part est passée d'environ 17% en 1984 à seulement 6% en 2014, tandis que les importations de biens d'équipement industriel et de consommation ont considérablement augmenté. Ainsi, bien que la production industrielle ait progressé, elle n'a pas été en mesure de répondre à la demande croissante du marché local, mettant en évidence les défis auxquels est confronté le secteur industriel dans un contexte d'ouverture commerciale accrue.

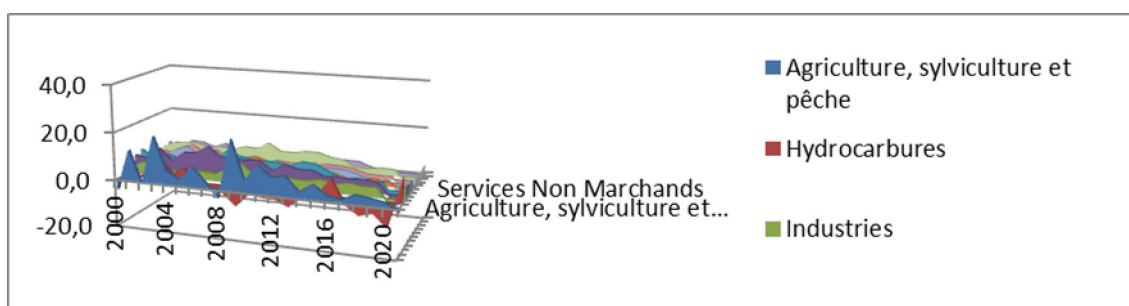
Tableau 1 : Répartition de la croissance réelle moyenne par secteur d'activité entre 2000 et 2014 (en %)

Natures du secteur d'activité	Années (2000-2014)
Services marchands	7.43
Services non productifs	3.87
industrie	4.13
Bâtiments et travaux publics	6.7
Croissance de la sphère réelle	3.37
Croissance générale	3.71

Source : Construction personnelle à partir des données de l'ONS.

De toute cette dynamique contrastée, il en résulte qu'au niveau de la répartition des emplois par secteur d'activité, selon les données de l'organisation internationale du travail, le secteur des services, commerce et administration concentrent près de 60% de la population active en 2015. L'administration à elle seule emploie 35% de la population active. Pourtant, la croissance moyenne des services non productifs est très faible, soit 3.7%. En fait, les plans de recrutement de masse dans l'administration et les multiples revalorisations salariales décidées dans la fonction publique porte d'après les statistiques de l'ONS la part de la rémunération du travail dans la richesse nationale de 17.62% en 2006 à plus de 26% en 2011. La masse salariale de l'administration à elle seule atteint 17% du PIB en 2011 alors qu'elle était uniquement de 10% en 2000. Pendant ce temps, les salaires du secteur économique conservent une part relativement homogène d'environ 10 à 13% du PIB entre 2000 et 2011. Ceci en raison de la baisse des emplois dans les secteurs à forte valeur ajoutée. Dans ce sillage, le développement de l'agriculture industrielle et l'extension des zones urbaines réduisent la part des emplois agricoles de 25% en 1984 à près de 10%. Les métiers artisanaux disparaissent progressivement au rythme de l'augmentation du taux de pénétration dans certains secteurs comme le textile et confection qui fin 2019 est situé à plus de 80%, contre un peu plus de 30% durant les années 1970 et 1980.

Figure (3): croissance réelle du PIB par secteur d'activité entre 2000 et 2021 (en %)



Source: construction personnelle à partir de la base de données de la banque d'Algérie

En ce sens, l'Etat se sert de la fonction publique ou des emplois administratifs en générale comme moyen plus rapide de réguler la courbe du chômage, profitant ainsi de la croissance exponentielle de la fiscalité pétrolière garantie par l'augmentation des prix de pétrole sur le marché mondial. Il faut croire par ailleurs que dans le contexte où le chômage et autres agrégats économiques sont devenus de simples statistiques manipulées à longueur d'années par toutes sortes de mesures administratives et politiques, le capital public marchand fonctionne presque comme une officine administrative dont l'unique rôle est de

garantir les emplois: d'après les données de l'ONS, la part de la masse salariale du secteur public dans la valeur ajoutée est estimée à plus de 46% en 2014 alors que dans le secteur privé elle n'est presque que de 16%. Cela est d'autant plus crucial que certaines activités du secteur public avec un poids aussi élevé de leurs masses salariales déroulent depuis des années avec des déficits d'exploitation énormes. L'exemple des ISMME est important puisque ce secteur contrôlé à plus de 80% par la propriété publique reproduit pendant plusieurs années un excédent net d'exploitation (ENE) négatif alors que sa masse salariale atteint en moyen presque 50% de la valeur ajoutée en dépit de sa forte intensité capitaliste. Les entreprises sont cependant protégées de faillite par l'Etat qui finance régulièrement leurs déficits d'exploitation. Ces comportements à répétition signalent les limites et contradictions d'un Etat régulateur qui faute de parvenir à assainir définitivement la situation financière et économique du capital public marchand se contente de dissimuler ses pertes, en violation des principes d'une concurrence loyale et transparente dont lui-même se porte garant à travers les missions consenties au conseil de la concurrence depuis 1995.

Fonctionnant à l'opposé des lois de la valeur, les pouvoirs politiques algériens subventionnent finalement l'administration et les déficits chroniques des entreprises publiques afin d'amortir le choc de l'ouverture commerciale sur l'économie réelle et les emplois. Les emplois perdus par les secteurs exposés à la concurrence internationale en raison de leur faible productivité et compétitivité sont récupérés par l'administration et les entreprises publiques. La ressource travail se dirige ainsi vers des secteurs à faible valeur ajoutée et relativement épargnée par la concurrence internationale. En dépit de la rentabilité générée par la production et les exportations de l'énergie, le secteur des hydrocarbures ne pouvait quant à lui accueillir qu'une quantité limitée de travail, très souvent une main d'œuvre qualifiée en raison de sa forte intensité capitaliste, et ce alors que toute la population active aurait voulu bénéficier des rémunérations attrayantes des industries extractives dont le salaire mensuel moyen représente en effet plus de 2.5 le salaire net mensuel moyen global durant les années 2000.

Cette analyse rétrospective met en évidence l'émergence d'un syndrome hollandais en Algérie, caractérisé par l'effet revenu découlant de l'augmentation des prix du pétrole sur les recettes de l'État. Malgré les boucliers tarifaires et les politiques de contrôle des prix et du change mises en place pour protéger l'économie et la société des fluctuations des prix internationaux, la dépréciation de la monnaie nationale n'a pas bénéficié aux échanges extérieurs et à l'économie de production.

En effet, malgré l'explosion des prix du pétrole sur le marché mondial, les exportations hors hydrocarbures sont restées stables en raison d'inerties institutionnelles et structurelles, tandis que les importations ont continué d'augmenter en raison des besoins croissants du marché local alimentés par la politique de redistribution des revenus pétroliers. Cette politique d'ouverture commerciale n'a donc eu qu'un impact limité sur l'économie locale, qui a connu une croissance modeste malgré l'abondance de capital financier et une politique de change favorable.

Cette évolution a également entraîné une transformation de la structure de l'économie, qui s'est progressivement orientée vers le secteur tertiaire, principalement dans le commerce et les services. Ces contraintes structurelles ont contribué à l'inertie de la production nationale et des exportations, soulignant ainsi les défis auxquels l'Algérie est confrontée dans sa transition vers une économie plus diversifiée et compétitive.

A la suite de ces explications, il en déduit que le syndrome hollandais algérien est le fait de l'action politique et institutionnelle de l'Etat et non d'un effet prix spontané produit par l'inflation et le taux de change. Dans un contexte où l'économie de production souffre

de contraintes institutionnelles et structurelles, l'ouverture commerciale contribue à changer la forme de l'économie algérienne et non pas le fond. La dépendance structurelle de la reproduction des conditions d'existence de l'ensemble des unités institutionnelles (Etat, ménages et entreprises) à l'égard des revenus rentiers fait finalement de l'Algérie une économie toujours distributive, quoique dissimulée dans des formes institutionnelles variés, autrement-dit d'une économie camouflée dans un important dispositif industriel financé et géré par l'Etat au cours des années 1970, on est passé à une économie de type tertiaire malade du syndrome hollandais durant les années 2000.

5 Conclusion :

Cette étude met en lumière les effets néfastes de l'ouverture commerciale sur l'économie algérienne, démontrant que le libre-échange n'a pas été bénéfique pour le pays. En effet, l'essor des importations a entraîné des déséquilibres commerciaux significatifs, masqués temporairement par les revenus pétroliers. Cette situation a favorisé l'émergence d'une économie de prédation, caractérisée par une augmentation des dépenses publiques et des importations, ainsi qu'une fuite de devises à l'étranger et une mauvaise utilisation des fonds publics.

Toutefois, les conclusions de l'étude nuancent les prédictions pessimistes du syndrome hollandais, mettant en avant l'importance du contexte institutionnel et politique dans les résultats observés. Ainsi, il apparaît que les comportements rentiers sont favorisés par le cadre institutionnel dominant, plutôt que les initiatives productives.

Cette nuance offre des perspectives importantes pour la recherche, les politiques et les décideurs. Il est essentiel de comprendre comment les politiques budgétaires, fiscales et commerciales interagissent et comment les incitations économiques et institutionnelles influencent les décisions d'investissement et d'innovation. Dans cette optique, des comparaisons internationales avec d'autres pays ayant connu des périodes d'ouverture commerciale peuvent fournir des enseignements précieux sur les facteurs institutionnels et politiques ayant contribué à leur succès ou à leurs difficultés.

Il en ressort que pour maximiser les avantages de l'ouverture commerciale tout en atténuant ses effets négatifs, il est impératif d'envisager des réformes institutionnelles visant à encourager l'innovation, la diversification économique et la création de valeur ajoutée. Cela pourrait passer par des ajustements des politiques budgétaires et fiscales pour soutenir les secteurs productifs et dissuader les comportements prédateurs. En résumé, une approche holistique prenant en compte les interactions complexes entre les institutions économiques et politiques est nécessaire pour guider les réformes et les décisions politiques visant à promouvoir un développement économique durable en Algérie.

6. Références

- [1] Benachnou, A. Planification et développement en Algérie (1962-1980), Office des publications universitaires, Alger 1980.
- [2] Benabdellah, Y. Les paradoxes de la rente administrée, in revue d'économie et de statistiques appliquées, INPS, Alger, Décembre 1998.
- [3] Benabdellah, Y. L'Algérie dans la perspective de l'accord d'association avec l'union européenne, in revue du CREAD no 75, deuxième semestre 2006a.
- [4] Benabdellah, Y. Croissance économique et Dutch Disease en Algérie, in revue du CREAD no 75, deuxième semestre 2006b.
- [5] Benabdellah, Y. Economie politique de la transition dans une économie pétrolière : le cas de l'Algérie, dans un séminaire du CEPN (CNRS-Université Paris 13) organisé avec MIDITER (CEPN-MSH-Paris Nord) sous le thème Economie politique de la transition dans deux économies pétrolières : la Russie et l'Algérie 2008.
- [6] Benabdellah, Y. L'Algérie face aux défis de la mondialisation, émergence : quels enseignements pour l'Algérie, dans un colloque international sur « L'économie algérienne aux défis de la mondialisation » organisé par Groupe MEDITER du CEPN (CNRS/ Université Paris 13) MSH Paris Nord-GDRI DREEM LEPII-EDDEN (Economie de développement durable et de l'énergie) CNRS/Université de Grenoble, 08-02-2011, 2011.
- [7] Benissad, H. L'ajustement structurel : l'expérience du Maghreb, OPU, Alger 1999.
- [8] Bouzidi, A. Questions sur le mode de fonctionnement de l'économie algérienne, ENAG Alger, 1985.
- [9] Bouzidi, A. Les années 90 de l'économie algérienne : les limites des politiques conjoncturelles, ENAG, Alger 1999.
- [10] Dahmani, A. L'Algérie à l'épreuve : l'économie politique des réformes 1980-1997, Casbah éditions, Alger 1999a.
- [11] Dahmani, A. L'Etat dans la transition à l'économie de marché. L'expérience algérienne, in cahiers du CREAD, no 50, 4ème trimestre, Algérie 1999b.
- [12] North, D. C. Institutions, Institutional Change and Economic Performance, Cambridge University Press 1990.
- [13] Schumpeter, J. Capitalisme, Socialisme et Démocratie, Payot, Paris 1979.
- [14] Titol, J. Politique climatique, une nouvelle architecture internationale, Rapport du CAE, no 87, La documentation française 2009.
- [15] Banque mondiale Rapport sur le développement dans le monde, Une infrastructure pour le développement, Oxford University Press, New York 1994.
- [16] W. Max Coden et J. Peter Neary Booming sector and D-industrialisation in a small open economy, The Economics Journal, Wiley, vol. 92, no 368, p. 8-25 1982.